

OBSERVATOIRE
DES CENTRES SOCIAUX
SENACS

ENQUÊTE
2015-2016
DONNÉES 2014

**LES
CENTRES
SOCIAUX**
PAYS DE LA LOIRE



DES PROJETS DE TERRITOIRE,
POUR ET PAR LES HABITANTS



ÉDITO	1
CE QU'EST UN CENTRE SOCIAL	2
REPÈRES CLÉS 2014	3

DES PROJETS DE TERRITOIRE, POUR ET PAR LES HABITANTS	
PORTRAIT DES CENTRES SOCIAUX	4
CARTE DES CENTRES SOCIAUX DES PAYS DE LA LOIRE	5

DES PROJETS SOCIAUX À PLUSIEURS DIMENSIONS	
ADAPTER LES ACTIONS AUX ENJEUX DU TERRITOIRE	6
RÉPONDRE AU NOUVEL ENJEU DU "BIEN-VIEILLIR"	7
IMPLIQUER TOUS LES HABITANTS	8

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	
FÉDÉRER LES PARTENAIRES POUR DES PROJETS COLLECTIFS	9
PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES HABITANTS	10
FAVORISER UNE GOUVERNANCE ET UN PILOTAGE PARTICIPATIFS	11
S'APPUYER SUR LES COMPÉTENCES DES BÉNÉVOLES	12

DES MOYENS ET DES RESSOURCES	
MOBILISER DES ÉQUIPES DE PROFESSIONNELS	13
RENFORCER L'ÉCONOMIE DE PROJET	14

FICHES DÉPARTEMENTALES	15
------------------------	----

ÉDITO

Pour la première fois, les 5 Caf des Pays de la Loire, l'Union Régionale des centres sociaux et l'Association départementale des centres sociaux de la Sarthe vous proposent une photographie des centres sociaux.

Le déploiement de l'observatoire Senacs (système d'échange national des centres sociaux) permet cette vision globale et constitue un outil évolutif qui s'inscrit dans la durée pour permettre des comparaisons dans le temps. Il accompagne la montée en charge nationale des schémas départementaux de l'animation de la vie sociale.

Cette plaquette est publiée pour la première fois en 2016. Elle est le résultat de la mobilisation de chacun (Caf, fédérations, centres sociaux) et analyse les réponses de 138 centres sociaux des Pays de la Loire à l'enquête nationale. Des données propres aux réalités locales seront progressivement introduites et amplifiées dans les prochaines publications.

En Pays de la Loire, plus de 15 000 bénévoles et 4 560 salariés sont investis dans le pilotage et l'animation de 143 centres sociaux. Ces espaces de proximité sont ouverts à tous, quels que soient les catégories sociales, les origines, les âges.

Aux côtés des institutions, des collectivités locales et des partenaires, ils proposent des activités et des services adaptés aux besoins exprimés. Enfin, ils accompagnent les projets collectifs des habitants et développent leurs capacités à prendre des initiatives pour l'amélioration de leur vie quotidienne.

Cette plaquette témoigne de la richesse des sujets dont les habitants se saisissent : éducation, logement, jeunesse, transport, insertion, culture, économie sociale et solidaire, liens intergénérationnels... Elle révèle également des contrastes au niveau régional et des dynamiques propres à chaque département, à chaque territoire.

2014 est l'année de référence des données de ce document ; la période a été marquée par un contexte de contraintes budgétaires et de réforme territoriale avec de nouveaux périmètres des territoires et des compétences. Malgré ces incertitudes, les centres sociaux s'attachent à expérimenter et développer des projets innovants et solidaires.

Les acteurs et partenaires de l'observatoire souhaitent, au travers de Senacs, valoriser l'utilité sociale des centres sociaux et des actions qu'ils engagent.

Faisons le pari que ce portrait soit source de réflexions et de débats... !

Elisabeth Dubecq-Princeteau,	<i>Directrice Caf de Loire-Atlantique</i>
Patrick Guéry,	<i>Directeur Caf de Maine-et-Loire</i>
Michèle Morato,	<i>Directrice Caf de la Mayenne</i>
Marie-France Bauguitte,	<i>Directrice Caf de la Sarthe</i>
Malika Anger-Bouressam,	<i>Directrice par intérim Caf de la Vendée</i>
Michel Chilaud,	<i>Président Union régionale des centres sociaux des Pays de la Loire</i>
Maryvonne Le Denmat,	<i>Association Départementale des Centres Sociaux de la Sarthe</i>

CE QU'EST UN CENTRE SOCIAL

→

DES PROJETS DE TERRITOIRE, POUR ET PAR LES HABITANTS

→

LE CENTRE SOCIAL ET SOCIO-CULTUREL ENTEND ÊTRE UN FOYER D'INITIATIVES PORTÉ PAR DES HABITANTS ASSOCIÉS APPUYÉS PAR DES PROFESSIONNELLS, CAPABLES DE DÉFINIR ET DE METTRE EN ŒUVRE UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE PROXIMITÉ POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION D'UN TERRITOIRE. LES CENTRES SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS INSÈRENT LEUR ACTION QUOTIDIENNE DANS UN « PROJET SOCIAL » COHÉRENT ET PLURIANNUEL AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE.

Extrait de la charte des centres sociaux et socio-culturels

LE CENTRE SOCIAL SUR SON TERRITOIRE

Un équipement de proximité, qui veille à l'accueil des personnes et des familles et à la mixité sociale, avec une attention particulière portée aux familles et aux publics fragilisés.

- Un lieu de rencontres et d'échanges entre les générations, un lieu d'animation de la vie sociale locale, qui favorise la démocratie de proximité.
- Un équipement qui favorise l'initiative des habitants et leur implication dans des dynamiques de développement social et dans des actions collectives.
- Une équipe d'animation composée de professionnels et de bénévoles engagés dans les actions et la gouvernance du projet, et dans des partenariats de territoire.
- Un lieu de promotion de valeurs et de principes comme le respect de la dignité humaine, la solidarité, la neutralité, la mixité et la participation.



→

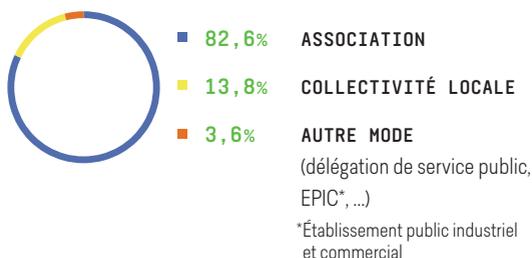
REPÈRES CLÉS 2014

Statistiques établies sur : **138 CENTRES SOCIAUX** de la région Pays de la Loire ayant répondu à l'enquête SENACS (sur les 143 structures agréées par les Caf).

DES MODALITÉS DE GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

DES MODES DE GESTION DIVERSIFIÉS AVEC
UNE NETTE REPRÉSENTATION DES ASSOCIATIONS
(82,6% AU LIEU DE 63% AU NIVEAU NATIONAL)

Mode de gestion



Une vitalité démocratique

98,6% DES CENTRES SOCIAUX possèdent une instance associant les habitants à la gouvernance ou au pilotage du projet (*national : 91%*).

Des partenariats

88,4% DES CENTRES SOCIAUX sont partenaires des autres équipements d'animation du territoire (*national : 84,4%*).

DES LIEUX FÉDÉRATEURS POUR LES ACTEURS LOCAUX

Les centres sociaux participent aux offres de service des partenaires institutionnels (Conseils départementaux, Caf, missions locales, CPAM...).

3 150 associations sont accueillies et accompagnées par les centres sociaux soit **24 associations** par structure en moyenne (*national : 12*).

DES MOYENS ET DES RESSOURCES

Les moyens humains

4 560 SALARIÉS AU TOTAL, soit **33 salariés** en moyenne par centre social

1 704 ETP soit **12 ETP** en moyenne par centre social

1 035 ACTIONS de formation des salariés social

Les moyens financiers

662 987 € BUDGET MOYEN
D'UN CENTRE SOCIAL

PORTRAIT DES CENTRES SOCIAUX



DES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ ADAPTÉS AUX TERRITOIRES

DES TERRITOIRES D'INTERVENTION À DOMINANTE PLUTÔT URBAINE



- 68% ESPACE À DOMINANTE URBAINE
- 32% ESPACE À DOMINANTE RURALE

5 CENTRES SOCIAUX

« gens du voyage » interviennent tant en milieu urbain que rural et selon l'implantation des aires d'accueil.

Tout en s'adaptant aux évolutions des territoires et compétences, **LES CENTRES SOCIAUX** veillent à une présence de proximité :

Dans les espaces urbains :

83,5% DES CENTRES SOCIAUX se concentrent sur un ou plusieurs quartiers.

Dans les espaces ruraux :

59,5% DES CENTRES SOCIAUX ont une dimension intercommunale.

42% DES CENTRES SOCIAUX sont concernés par la politique de la ville.

LES CENTRES SOCIAUX « gens du voyage », sont des structures bénéficiant d'un agrément pour intervenir de manière spécifique en direction des habitants « gens du voyage ». Ils favorisent l'expression de(s) voyageurs et le partenariat entre les différents acteurs pour contribuer à la cohésion sociale sur les territoires.



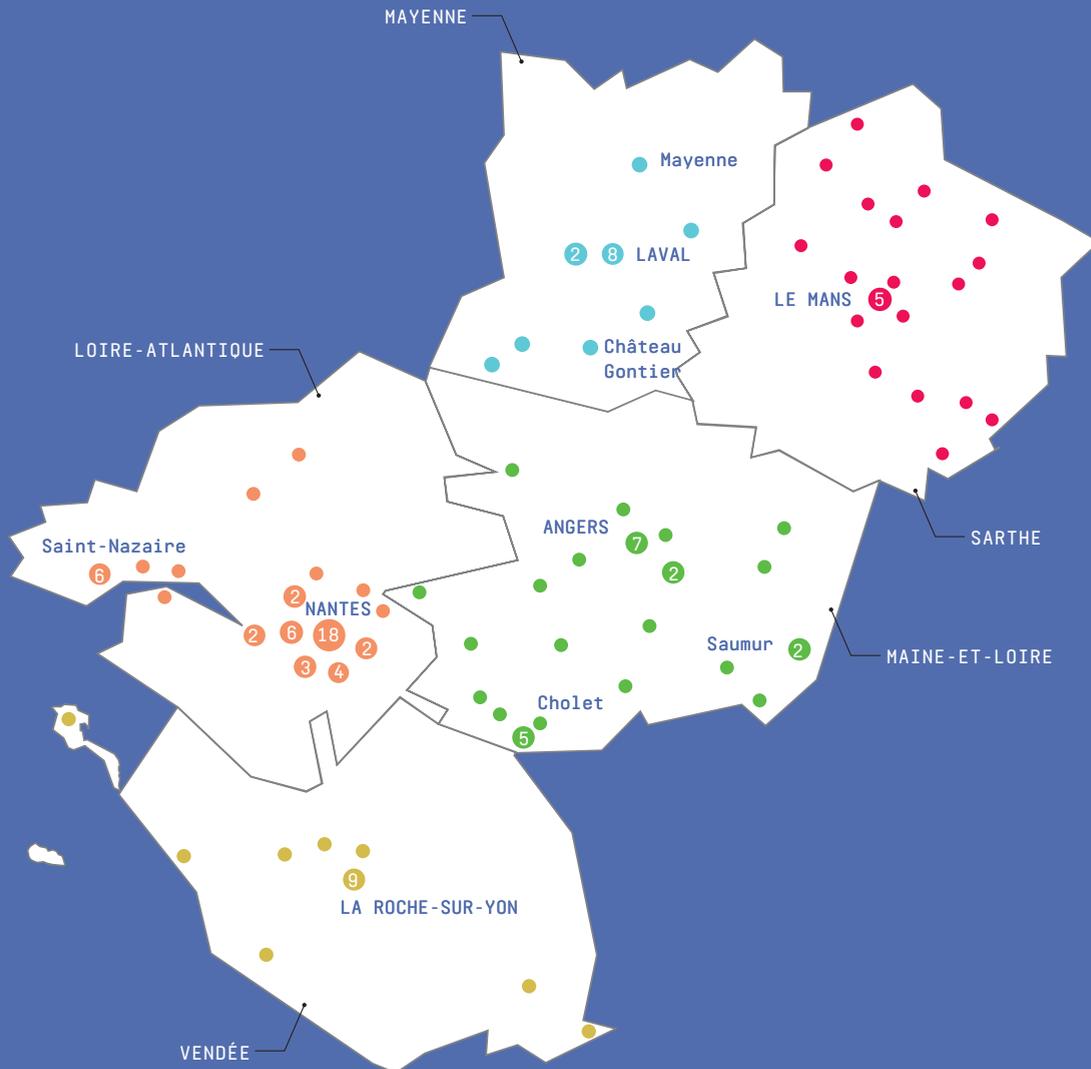
SARTHE : VOYAGEURS 72

Le centre social Voyageurs 72 a instauré des relations de confiance avec ses usagers grâce à son accueil et à ses actions adaptées. Il est perçu comme un véritable lieu d'écoute et de ressource par les voyageurs. Ainsi, il leur propose une médiation administrative renforcée par un accueil regroupant un service d'élection de domicile, un service postal, un accompagnement social individualisé et une aide aux démarches socio-administratives.

UN ENJEU : S'ADAPTER AU NOUVEAU CONTEXTE TERRITORIAL

La réforme territoriale (loi NOTRe de 2015) conduit de nombreuses collectivités à redéfinir leurs périmètres et leurs compétences. Parallèlement, les contraintes budgétaires accrues par la baisse des dotations de l'État les amènent à repréciser leurs partenariats, en particulier dans le soutien aux acteurs du territoire. Les centres sociaux sont impactés par ces évolutions. Dès lors, il est important de réaffirmer leurs fondamentaux, à savoir un équipement de proximité porteur d'un projet social de territoire élaboré en lien avec les élus, les institutions et surtout en concertation avec les habitants et les acteurs locaux.

CARTE DES CENTRES SOCIAUX DES PAYS DE LA LOIRE



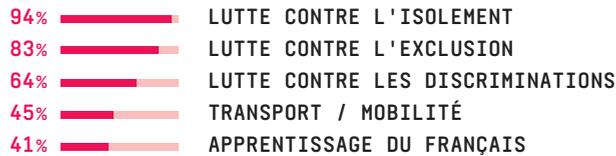
ADAPTER LES ACTIONS AUX ENJEUX DU TERRITOIRE

LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE SE DÉCLINENT SELON TROIS AXES :
(en % des Centres sociaux)

Développement personnel :



Cohésion sociale et vivre ensemble :



Accès aux droits sociaux :



LOIRE-ATLANTIQUE : JARDIN'AGE

Les centres sociaux sont aussi capables d'innover et de créer de la solidarité entre les générations, comme l'illustre le réseau de solidarité né au centre socio-culturel L'allée verte à Saint Sébastien sur Loire. Le projet Jardin'âge met en effet en relation sur un quartier des personnes qui ne peuvent pas entretenir leur jardin du fait de leur handicap ou de leur âge et des jardiniers amateurs souhaitant bénéficier d'une parcelle de potager dans un esprit de solidarité. Le centre socio-culturel porteur du projet en fait la promotion, assure la mise en relation et le suivi entre le jardinier et l'accueillant.

SARTHE : RADIO ITINÉRANTE

Une semaine par an le centre d'animation sociale Jean-Claude Laude à Champagné utilise les ondes de la radio itinérante des Francas de la Sarthe pour concocter avec les habitants, les enseignants des écoles primaires et du collège, un programme radiophonique riche et varié, au service de la lutte contre les discriminations : rencontre avec les associations locales, témoignages sur l'engagement des jeunes en faveur d'actions intergénérationnelles, interviews de responsables politiques ou associatifs...



RÉPONDRE AU NOUVEL ENJEU DU "BIEN-VIEILLIR"

UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Insee, Recensement Population – région Pays de la Loire

	POPULATION +60 ANS	POPULATION TOTALE	PART +60 ANS
1990	581 101	3 060 340	19,0%
1999	676 939	3 221 903	21,0%
2012	875 280	3 632 605	24,1%
2040	1 378 146	4 389 000	31,4%

Entre 1990 et 2012, la part des personnes de plus de 60 ans dans la population totale de la région Pays de la Loire a augmenté de 5% et représente un quart de la population.

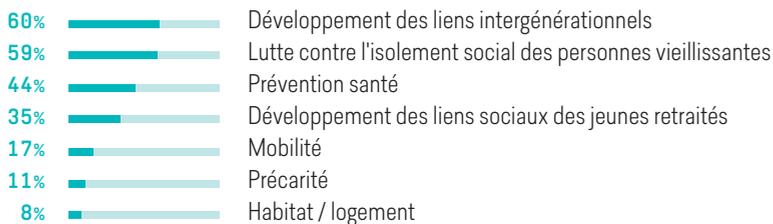
UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX SÉNIORS

Les **CENTRES SOCIAUX** soutiennent les habitants dans la mise en œuvre de projets en réponse à leurs attentes et besoins. Ils portent une attention croissante aux seniors.

16 640 PERSONNES DE PLUS DE 60 ANS ONT BÉNÉFICIÉ D' ACTIONS EN PAYS DE LA LOIRE (2014).

8 CENTRES SOCIAUX SUR 10 accompagnent des projets à leur intention : les projets en lien avec **la lutte contre l'isolement social** et ceux en faveur du développement des liens intergénérationnels sont les plus représentés.

Thématiques des actions mises en place (en % des Centres sociaux)



LES CENTRES SOCIAUX DÉVELOPPENT, AVEC D'AUTRES ACTEURS DU BIEN VIEILLIR, UNE APPROCHE SINGULIÈRE DONT LA FINALITÉ EST LA PRÉVENTION PAR LE MAINTIEN ET/OU LE DÉVELOPPEMENT DES LIENS SOCIAUX.

MAINE-ET-LOIRE : TRANSPORT SOLIDAIRE

Le transport solidaire vise à rompre la solitude des personnes âgées qui se déplacent avec difficulté et qui ont peu de vie sociale. Le centre social Village Pierre Rabhi à Saint-Barthélemy-d'Anjou fait appel à des chauffeurs bénévoles pour amener les personnes de leur domicile au centre-ville pour faire leurs courses. Au-delà de l'intérêt de sortir de chez soi et de retrouver un peu d'autonomie, ce transport solidaire donne aux personnes l'occasion de redécouvrir leur commune.

IMPLIQUER TOUS LES HABITANTS

LES CENTRES SOCIAUX VEILLENT À IMPLIQUER L'ENSEMBLE DES HABITANTS QUEL QUE SOIT LEUR ÂGE. ILS PROPOSENT DES ACTIVITÉS ET DES SERVICES À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION EN VEILLANT À LA MIXITE SOCIALE ET EN PORTANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX PLUS VULNÉRABLES.

LES 0 - 25 ANS : DES PUBLICS PRIVILÉGIÉS

(en % des Centres sociaux concernés)

84%		DE 0 À 6 ANS	soit + de 20 000 enfants
90%		DE 7 À 11 ANS	soit + de 23 700 enfants
89%		DE 12 À 14 ANS	soit + de 12 400 pré-ados
80%		DE 15 À 17 ANS	soit + de 6 300 ados
60%		DE 18 À 25 ANS	soit + de 5 400 jeunes adultes

FAMILLE ET PARENTALITÉ : UN AXE MAJEUR

100% DES CENTRES SOCIAUX mènent des actions à destination des familles. **85% DES CENTRES SOCIAUX** bénéficient de la prestation Animation collective familles (ACF - prestation de la Cnaf).

113 CENTRES SOCIAUX perçoivent des financements de la Caf au titre de la parentalité : **72%** via les Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité (REAAP). **65%** via les Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS) ;

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AU CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

80% DES CENTRES SOCIAUX agissent et contribuent à la lutte contre les exclusions.
39% DES CENTRES SOCIAUX mettent en place des actions d'insertion professionnelle.
75% DES CENTRES SOCIAUX mènent des actions spécifiques pour faciliter l'accès aux droits.

Les centres sociaux sont de plus en plus sollicités par les habitants sur l'accès aux droits et par les partenaires institutionnels du fait de la dématérialisation des démarches administratives.

DES ACTIONS SUR LA JEUNESSE

LOIRE-ATLANTIQUE : REGARDS SUR "LA FAMILLE"

La famille dans toutes ses dimensions et sous divers horizons, c'est ainsi que le centre social de Saint-Herblain a facilité la mise en relation de 10 familles et de 3 « grands parents d'adoption » du quartier du Sillon de Bretagne avec 24 familles de la ville de Tarbes. Cette action à l'initiative d'un collectif de familles visait à partager des valeurs éducatives et favoriser une ouverture culturelle.

VENDÉE : JEUNESSE ET ÉCHANGES INTERCULTURELS

Dans le cadre d'un projet jeunesse de territoire, trois maisons de quartier de la Roche-sur-Yon (Forges, Val-d'Ornay, Saint-André-d'Ornay) co-organisent avec des partenaires étrangers des séjours interculturels. Depuis 2012, 7 échanges (25 à 40 jeunes par séjour) ont eu lieu. Huit jeunes européens ont par ailleurs été accueillis et 4 jeunes sont partis pendant un an (Estonie, Finlande, Pologne, Lettonie) dans le cadre du service volontaire européen.



FÉDÉRER LES PARTENAIRES POUR DES PROJETS COLLECTIFS

FAVORISER LES ÉCHANGES AUTOUR DU PROJET SOCIAL

Donner une meilleure cohérence au projet et sécuriser le centre social, tels sont les enjeux de la mise en œuvre des conventions pluripartites et pluri annuelles entre les partenaires. Elles formalisent des instances de concertation autour du projet social permettant la rencontre régulière et l'échange entre les partenaires.

FAVORISER LES ÉCHANGES AUTOUR D'UNE THÉMATIQUE

VENDÉE : RÉSEAU PARENTALITÉ

Ce réseau, conjointement porté par le centre social Oddas, la Caf de Vendée et la ville de Fontenay-Le-Comte, a pour objectifs d'une part de favoriser la connaissance mutuelle des partenaires en développant la communication et les relais d'information auprès des familles et d'autre part de soutenir la mise en œuvre de projets autour de la parentalité souhaités par les acteurs professionnels ou bénévoles.



UN PARTENARIAT DIVERSIFIÉ

Les centres sociaux travaillent en partenariat avec les acteurs suivants :

100% Communes ou intercommunalités	35% MSA
100% CAF	33% Bailleurs sociaux
84% Conseil Départemental	30% Conseil Régional
75% l'État (préfecture ou services déconcentrés)	21% CARSAT
	16% ARS
	12% Union Européenne

UN PARTENARIAT SOUVENT FORMALISÉ PAR UN ACCORD-CADRE

55 CENTRES SOCIAUX (sur 138) sont signataires d'un accord cadre pluri-partenarial pour la conduite de leur projet, nommé charte de partenariat, pacte de coopération ou convention cadre...

Cet accord cadre est annuel ou pluriannuel (de 2 à plus de 4 ans).

Principaux partenaires signataires : communes ou communautés de communes, Caf, conseils départementaux, MSA.

LOIRE-ATLANTIQUE : PACTE DE COOPÉRATION

Le centre socioculturel intercommunal de la Communauté de communes de la Région de Blain s'est engagé dans un pacte de coopération 2013-2015 : il acte des ambitions d'égalité d'accès aux services, de soutien aux initiatives locales et de démocratie participative. Il a été signé entre le centre social, la Communauté de communes, la CAF de Loire Atlantique, le Conseil départemental, la MSA 44-85 et la fédération des centres sociaux de Loire Atlantique.

PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES HABITANTS

LA PARTICIPATION DES HABITANTS EST UN PRINCIPE FONDATEUR
ET UNE PLUS-VALUE DE L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE.

Elle permet :

- d'avoir une **meilleure connaissance du territoire et de ses habitants**, des problématiques sociales et des ressources ;
- de **susciter les initiatives**, en particulier celles qui répondent aux besoins et envies des habitants du territoire ;
- d'**associer et de responsabiliser** les parties prenantes dans la réalisation des actions et dans la gestion de la structure ;
- de **mesurer les effets de ces actions** sur les usagers et les habitants ainsi que sur le territoire.

LA PARTICIPATION CONCERNE À LA FOIS LES USAGERS, LES HABITANTS
DU TERRITOIRE, LES FAMILLES, Y COMPRIS LES ENFANTS ET LES JEUNES,
AINSI QUE LES BÉNÉVOLES IMPLIQUÉS DANS LA VIE DE LA STRUCTURE.

Modalités de participation :

- **Participation** à une activité ou à un projet,
- **Contribution** bénévole à la conception et/ou l'animation d'une activité,
- **Implication** dans le processus de décision d'un projet ou dans l'instance de gouvernance.

IL EST IMPORTANT POUR LES CENTRES SOCIAUX DE PROMOUVOIR,
DE FACILITER ET D'ÉVALUER CETTE IMPLICATION, SOURCE
D'ÉMANCIPATION DES CITOYENS (CF. OUTIL D'ÉVALUATION ÉCHELLE
D'ARNSTEIN).

MAINE-ET-LOIRE : RÉALISATION D'UN COURT-MÉTRAGE

Avec la réalisation d'un court-métrage, « La Mouette », le centre social Jacques Tati d'Angers a créé et renforcé le lien entre les habitants en les rendant acteurs du quartier de Belle-Beille : 150 habitants se sont investis pendant 12 mois pour mettre en scène leur cadre de vie et mobiliser les savoir-faire de chacun.



FAVORISER UNE GOUVERNANCE ET UN PILOTAGE PARTICIPATIFS

LES CENTRES SOCIAUX RECHERCHENT ET ENCOURAGENT LA CONTRIBUTION
DES BÉNÉVOLES AU BÉNÉFICE DU PROJET SOCIAL.

LES INSTANCES

La gouvernance d'un centre social se réfère à son instance de décision.

Le pilotage du projet social fait référence aux espaces de concertation entre les acteurs du territoire pour la réalisation des projets (*commissions, groupes de travail, territoriaux ou thématiques associant habitants-bénévoles-usagers, professionnels et des représentants des acteurs locaux*).

Ces lieux de réflexion partagée et de décision peuvent être, selon les modes de gestion : *un conseil d'administration, un comité d'usagers, un conseil de maison, un comité d'animation, un comité de gestion, un comité de quartier, un conseil de gestion, un groupe de pilotage...*

118 CENTRES SOCIAUX ASSOCIENT LES HABITANTS À UNE INSTANCE DE GOUVERNANCE ET/OU DE PILOTAGE :

6 876	50 BÉNÉVOLES	1 365	132 000 HEURES DE BÉNÉVOLAT
BÉNÉVOLES	EN MOYENNE PAR	NOUVEAUX	ÉQUIVALENT À :
AU TOTAL	CENTRE SOCIAL	ARRIVÉS	73 ETP ANNUEL

FAVORISER LA PARTICIPATION DES HABITANTS AUX DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT

PLUS DE LA MOITIÉ DES CENTRES SOCIAUX SONT PARTENAIRES D'INSTANCES DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE. DANS 60% DES CAS, IL S'AGIT D'UN CONSEIL DE QUARTIER.

LA FORMATION DES BÉNÉVOLES

+ DE 960 BÉNÉVOLES FORMÉS EN 2014.

Dans un contexte de transformation de la société et d'évolution des politiques publiques, les bénévoles ont besoin d'être accompagnés pour traiter des questions relatives à la vie quotidienne et mettre en place des actions. La formation permet de développer leurs compétences et contribue à l'exercice de la citoyenneté locale. Elle constitue également une reconnaissance et un moyen de promotion sociale. C'est un des outils d'éducation populaire à l'œuvre dans les centres sociaux.



MAINE-ET-LOIRE : SE FORMER À L'ÉCOUTE

Au centre socioculturel du Douessin, 10 bénévoles ont été formés pour aller interviewer des habitants, traiter les résultats, les restituer et contribuer ainsi à la réalisation du diagnostic social du centre.

S'APPUYER SUR LES COMPÉTENCES DES BÉNÉVOLES

PRÉSENCE PRIMORDIALE DANS LE RÉSEAU DES CENTRES SOCIAUX, LES BÉNÉVOLES D'ACTIVITÉS APPORTENT LEURS COMPÉTENCES ET DONNENT DE LEUR TEMPS POUR LA RÉUSSITE DES PROJETS.

UNE FORCE VIVE QUI S'ENGAGE DANS LA PROXIMITÉ

+ DE 8 140 BÉNÉVOLES
D'ACTIVITÉS

59 BÉNÉVOLES PAR CENTRE
EN MOYENNE

(national : 30 bénévoles par centre social).



MAYENNE : SYSTÈME D'ÉCHANGE LOCAL

Valoriser l'engagement individuel dans les projets collectifs, c'est le pari du centre social Agitato à Mayenne, avec son système d'échange local l'AGIta'SEL, autogéré par les utilisateurs. Il éveille à la consommation et propose une alternative aux relations marchandes. Ainsi, l'échange de services, de biens, de savoirs et de savoir-faire favorise et facilite les relations sociales. À travers les valeurs qui l'animent, le centre social fait le choix de la coopération plutôt que de la compétition entre les individus.

MAINE-ET-LOIRE : J'IRAI MANGER CHEZ VOUS

« J'irai manger chez vous » : c'est l'initiative prise par l'équipe d'animation et de bénévoles du centre social Pasteur, à Cholet pour « recueillir » la parole des habitants tout en leur permettant de tisser des liens lors de rencontres conviviales animées par un magicien.

MAYENNE : ACCUEIL DES NOUVEAUX HABITANTS

Le centre social Douanier Rousseau à Renazé mène une action entièrement animée par les bénévoles. Ils accueillent les nouveaux habitants en les sensibilisant à la vie de leur commune et des environs : accueil autour d'un café avec dégustation de spécialités, visite de Renazé en minibus, informations sur les services (association, centre social, ...) et fiches pratiques pour recenser les besoins des familles.

MOBILISER DES ÉQUIPES DE PROFESSIONNELS

À l'échelle des 5 départements de la Région Pays de Loire,
sur les 138 CENTRES SOCIAUX ayant répondu.



4 560 SALARIÉS

La moitié des centres sociaux emploie **entre 2 et 24** salariés (tous contrats confondus).
L'autre moitié emploie **entre 24 et 149** salariés.



1 704 ETP

Près de la moitié des centres sociaux emploie **entre 2 et 10 ETP**,
l'autre moitié emploie **entre 10 et 47 ETP**.

Les différences d'effectif peuvent s'expliquer par la gestion plus ou moins importante de services aux familles (multi-accueil, accueil de loisirs...)

RÉPARTITION DES ETP

3 À 4 ETP : PILOTAGE

- > 1 à 1,5 ETP : **Direction**
- > 0,5 à 1 ETP : **Accueil**
- > 0,5 ETP : **Secrétaire**
- > 0,5 à 1 ETP : **Comptable**

1 ETP : LOGISTIQUE

7 À 8 ETP : ACTIVITÉ

LE PLA

Le PLA est une méthode d'enregistrement comptable des dépenses sur 3 fonctions essentielles :

- **Le Pilotage** correspond au management stratégique (poste de direction, accueil, instances de gouvernance...)
- **La Logistique** pour les dépenses de fonctionnement général (locaux...)
- **L'Activité** pour l'ensemble des services et actions mis en œuvre.

LA FORMATION DES SALARIÉS

C'est un engagement fort pour adapter les ressources humaines salariées à la complexité de mise en œuvre des projets.

1 035 ACTIONS DE FORMATION des salariés ont été menées en 2014.

QUALIFICATION DES ÉQUIPES

Les lettres CNAF de 2012 et 2016 précisent les critères d'agrément des centres sociaux, notamment ceux relatifs aux niveaux de qualification des directeurs (I ou II) et des référents familles (III en travail social).

CONVENTIONS COLLECTIVES

45% CONVENTION DES CENTRES SOCIAUX (ALISFA)

36% CONVENTION DE L'ANIMATION

10% CONVENTION FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

4% PAS DE CONVENTION COLLECTIVE

3% CONVENTION 66

2% AUTRE

EMPLOIS AIDÉS

57% DES CENTRES SOCIAUX ont recours aux emplois aidés.

RENFORCER L'ÉCONOMIE DE PROJET

BUDGET MOYEN

662 987 € BUDGET MOYEN D'UN CENTRE SOCIAL en 2014
(y compris les contributions volontaires)

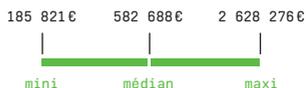
50% DES CENTRES SOCIAUX ONT UN BUDGET COMPRIS ENTRE : 550 000 ET 2 630 000 €.



Budget d'un centre social rural



Budget d'un centre social urbain

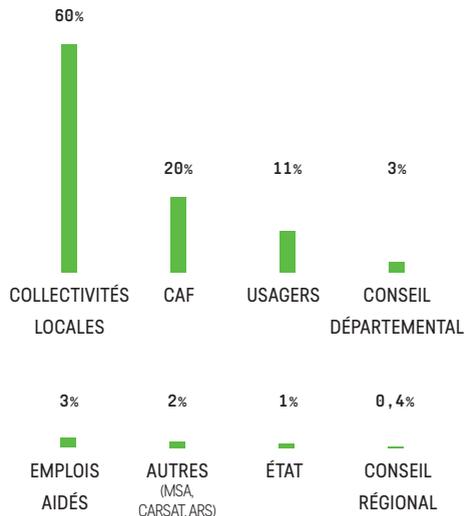


Budget d'un centre social "Gens du Voyage"



FINANCEURS

91% des financements des centres sociaux proviennent des collectivités locales, de la Caf et des usagers.



Les collectivités participent par des subventions directes et/ou des charges supplétives. Ces dernières intègrent parfois la contribution des Caf via le contrat enfance jeunesse (CEJ) qui finance l'effort des collectivités en matière de développement des offres de services petite enfance, enfance jeunesse lorsque celles-ci sont mises en œuvre dans les projets sociaux.

RÉPARTITION DES BUDGETS PAR FONCTION

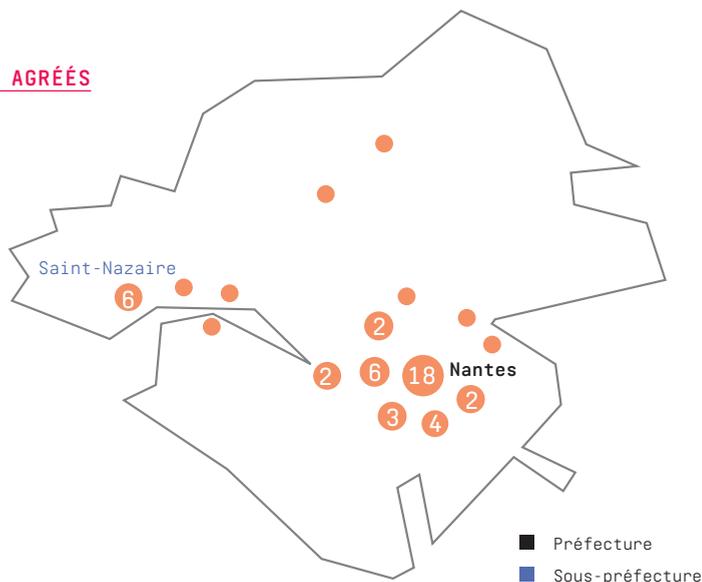


- 55% ACTIVITÉS
- 23% PILOTAGE
- 22% LOGISTIQUE

L'agrément « animation globale et coordination » reconnaît la capacité à faire projet sur un mode d'implication et de participation des acteurs locaux et des habitants. La Caf participe au financement de cette fonction par une prestation de service qui prend en compte les charges affectées au pilotage et à la logistique.

52 CENTRES AGRÉÉS

PAR LA CAF



Données établies sur les 51 centres sociaux qui ont participé à l'enquête

MODE DE GESTION

- 49 ASSOCIATIFS
- 2 COLLECTIVITÉS LOCALES

UNE VITALITÉ DÉMOCRATIQUE

- 100% DES CENTRES SOCIAUX enquêtés ont une instance associant les habitants à la gouvernance ou au pilotage du projet.

RESSOURCES FINANCIÈRES

- 788 212 € BUDGET MOYEN d'un centre social.

PARTENARIATS

- 92,2% DES CENTRES SOCIAUX sont partenaires avec les autres équipements d'animation du territoire.

957 ACTEURS LOCAUX ACCUEILLIS

- 19 associations par structure en moyenne.

MOYENS HUMAINS

1 990 SALARIÉS

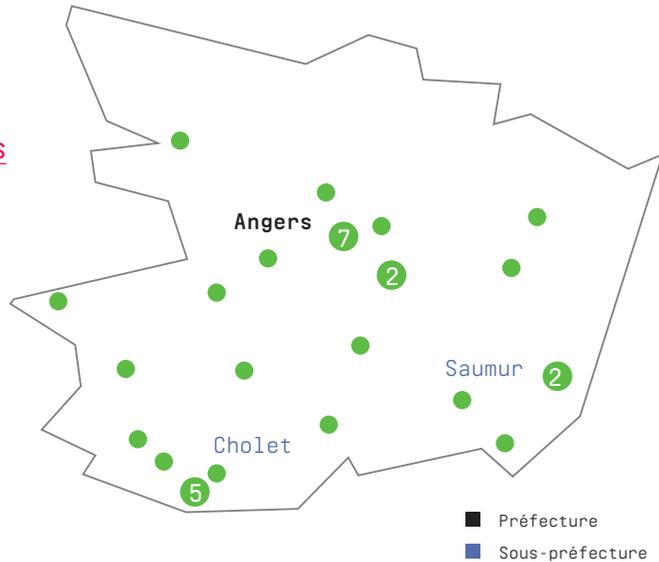
- 39 salariés en moyenne par centre social

723 ETP

- 14 ETP en moyenne par centre social

591 ACTIONS DE FORMATION DES SALARIÉS

**33 CENTRES AGRÉÉS
PAR LA CAF**



MODE DE GESTION

- 23 ASSOCIATIFS
- 6 COLLECTIVITÉS LOCALES
- 4 AUTRE (délégation de service public)

UNE VITALITÉ DÉMOCRATIQUE

- 100% DES CENTRES SOCIAUX enquêtés ont une instance associant les habitants à la gouvernance ou au pilotage du projet.

RESSOURCES FINANCIÈRES

- 651 759 € BUDGET MOYEN d'un centre social.

PARTENARIATS

- 90,9% DES CENTRES SOCIAUX sont partenaires avec les autres équipements d'animation du territoire.

- 994 ACTEURS LOCAUX ACCUEILLIS
30 associations par structure en moyenne.

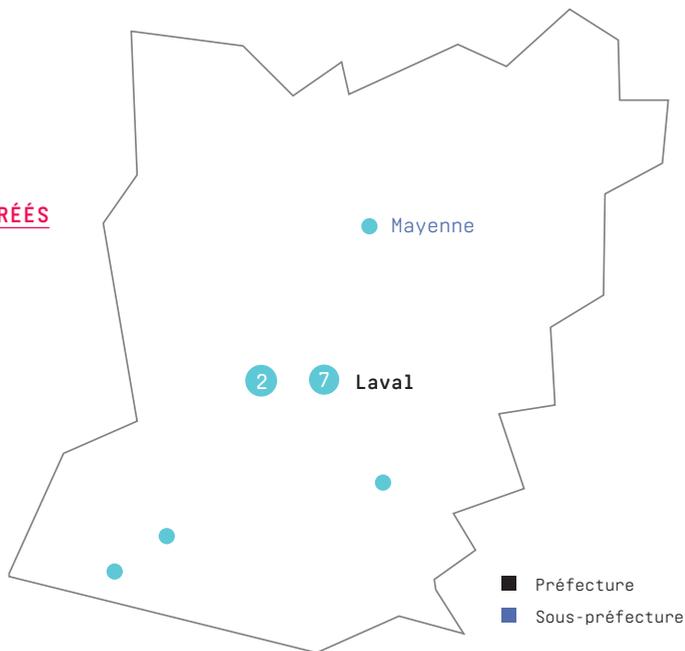
MOYENS HUMAINS

- 943 SALARIÉS
29 salariés en moyenne par centre social

- 394 ETP
12 ETP en moyenne par centre social

- 254 ACTIONS DE FORMATION DES SALARIÉS

**17 CENTRES AGRÉÉS
PAR LA CAF**



Données établies sur les 14 centres sociaux qui ont participé à l'enquête

MODE DE GESTION

9 COLLECTIVITÉS LOCALES
5 ASSOCIATIFS

UNE VITALITÉ DÉMOCRATIQUE

100% DES CENTRES SOCIAUX
enquêtés ont une instance associant
les habitants à la gouvernance
ou au pilotage du projet.

RESSOURCES FINANCIÈRES

359 697 € BUDGET MOYEN
d'un centre social.

PARTENARIATS

92,9% DES CENTRES SOCIAUX
sont partenaires avec les autres
équipements d'animation du territoire.

240 ACTEURS LOCAUX ACCUEILLIS
17 associations par structure en moyenne.

MOYENS HUMAINS

188 SALARIÉS
14 salariés en moyenne par centre social

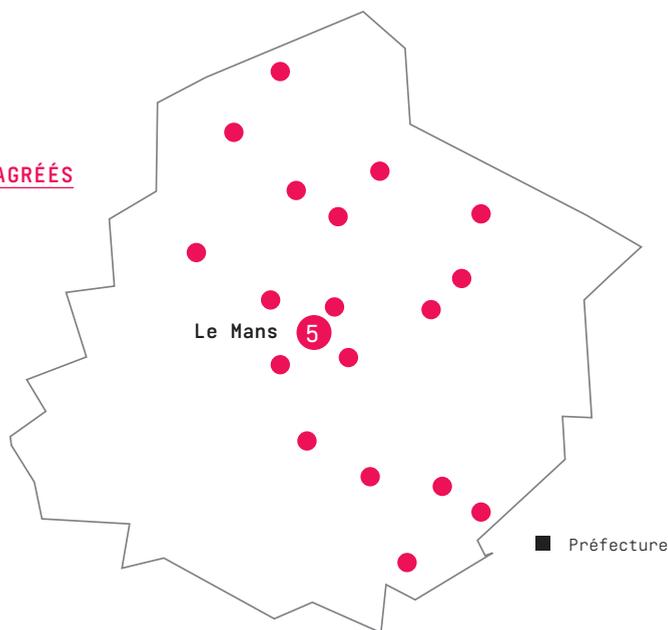
105 ETP
7,5 ETP en moyenne par centre social

**47 ACTIONS DE FORMATION
DES SALARIÉS**

SARTHE

23 CENTRES AGRÉÉS

PAR LA CAF



MODE DE GESTION

- 21 ASSOCIATIFS
- 1 COLLECTIVITÉ LOCALE
- 1 AUTRE (EPIC)

UNE VITALITÉ DÉMOCRATIQUE

- 91,3% DES CENTRES SOCIAUX enquêtés ont une instance associant les habitants à la gouvernance ou au pilotage du projet.

RESSOURCES FINANCIÈRES

- 680 357 € BUDGET MOYEN d'un centre social.

PARTENARIATS

- 78,3% DES CENTRES SOCIAUX sont partenaires avec les autres équipements d'animation du territoire.

- 325 ACTEURS LOCAUX ACCUEILLIS
14 associations par structure en moyenne.

MOYENS HUMAINS

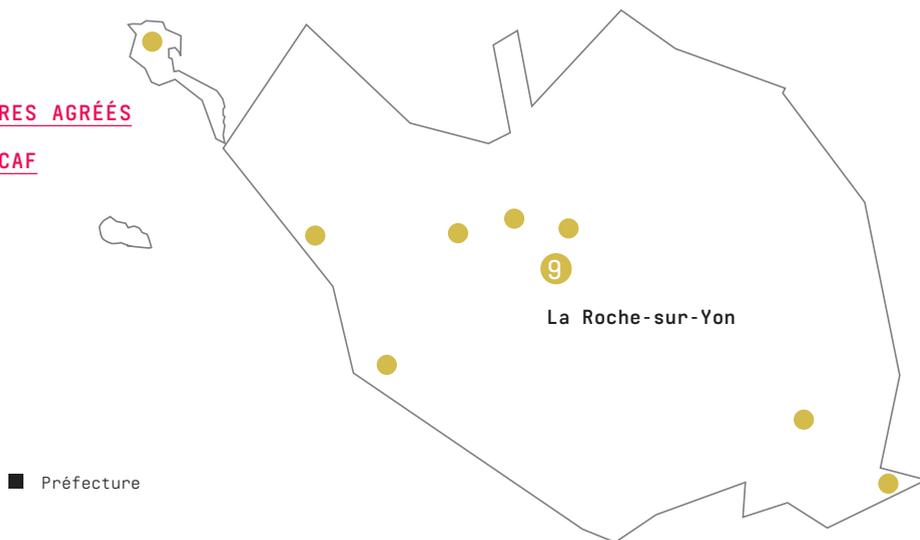
- 1 005 SALARIÉS
44 salariés en moyenne par centre social

- 355 ETP
15,4 ETP en moyenne par centre social

- 114 ACTIONS DE FORMATION DES SALARIÉS

17 CENTRES AGRÉÉS

PAR LA CAF



MODE DE GESTION

- 16 ASSOCIATIFS
- 1 COLLECTIVITÉ LOCALE

UNE VITALITÉ DÉMOCRATIQUE

- 91,3% DES CENTRES SOCIAUX
enquêtés ont une instance associant
les habitants à la gouvernance
ou au pilotage du projet.

RESSOURCES FINANCIÈRES

- 535 370 € BUDGET MOYEN
d'un centre social.

PARTENARIATS

- 82,6% DES CENTRES SOCIAUX
sont partenaires avec les autres
équipements d'animation du territoire.

- 641 ACTEURS LOCAUX ACCUEILLIS
38 associations par structure en moyenne.

MOYENS HUMAINS

- 435 SALARIÉS
26 salariés en moyenne par centre social
- 127 ETP
7,5 ETP en moyenne par centre social
- 29 ACTIONS DE FORMATION
DES SALARIÉS

Le Système National d'Échange des Centres Sociaux (SENACS) - Observatoire des Centres Sociaux concerne 79 départements pour la campagne de saisie 2015-2016.

Cette enquête basée sur un questionnaire commun prend appui sur l'expérience menée en Rhône-Alpes depuis 2004.

Par la production d'analyses chiffrées et qualitatives, elle vise à accroître la connaissance sur les centres sociaux, ce qu'ils sont et ce qu'ils font.

Une mission de maîtrise d'ouvrage a été confiée à la Caf du Rhône par la Cnaf pour accompagner cette démarche en lien avec la Fédération des centres sociaux, et pour l'animer dans les territoires pilotes. Localement, des comités de pilotage réunissant a minima Caf et représentation fédérale locale des centres sociaux ont été constitués pour co-produire les analyses.

COORDONNÉES :

RÉFÉRENT AVS	DÉPARTEMENT	ADRESSE MAIL
Bailly Morgane	Loire Atlantique	action-sociale.cafnantes@caf.cnafmail.fr
De-La-Monneraye Philippe	Maine-Et-Loire	action-sociale.cafmaine-et-loire@caf.cnafmail.fr
Bobineau Aurélien	Mayenne	actionsociale@caflaval.cnafmail.fr
Lebossé-Couëtil Evelyne	Sarthe	action-sociale.cafle-mans@caf.cnafmail.fr
Trolli Alexandre	Vendée	action-sociale.cafla-roche-yon@caf.cnafmail.fr

REPRÉSENTANTS DES CENTRES SOCIAUX

Union Régionale des centres sociaux	44 /49/ 85/ 53	unionregionalecxpdl@gmail.com
Association Départementale des centres sociaux en Sarthe	72	secretariat-adcs@yahoo.fr

Retrouvez les coordonnées des centres sociaux, des Caf et des fédérations des centres sociaux + les expériences des centres sociaux + une partie Intranet pour les centres sociaux sur www.senacs.fr

FICHE NATIONALE

- ➔ UN OBSERVATOIRE NATIONAL PARTAGÉ ENTRE CNAF ET FCSP
- ➔ UN CO-PILOTAGE LOCAL ENTRE LE RÉSEAU
DES CAF ET DES CENTRES SOCIAUX
- ➔ UNE DÉMARCHE NATIONALE EXPÉRIMENTALE QUI SE GÉNÉRALISE

2107
CENTRES SOCIAUX
AGRÉÉS CAF EN 2014



**ENQUÊTE
2015-2016**
DONNÉES 2014

1902
CENTRES
SOLLICITÉS

1792
ONT RÉPONDU
À L'ENSEMBLE
DE L'ENQUÊTE

79 / 101

DÉPARTEMENTS



80% CENTRES
SOCIAUX URBAINS

20% CENTRES
SOCIAUX RURAUX



57 000
SALARIÉS

32 SALARIÉS EN MOYENNE
PAR CENTRE SOCIAL



+ DE **60 000**
BÉNÉVOLES
D'ACTIVITÉS



21 000
BÉNÉVOLES
DANS LES INSTANCES
DE GOUVERNANCE



34 000
BÉNÉVOLES
DANS LES INSTANCES
DE PILOTAGE

PROJET



SENACS - SYSTÈME D'ÉCHANGES NATIONAL DES CENTRES SOCIAUX

www.senacs.fr

